

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2629

[2004/201851]

5 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du plan comptable, des règles d'évaluation et d'amortissement de l'Etnic

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC);

Vu le décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, notamment l'article 14;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Etnic du 28 avril 2003;

Vu l'avis du Ministre du Budget en date du 04/05/2004,

Sur proposition du Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports, en charge de l'Informatique administrative;

Vu la délibération du Gouvernement du 5 mai 2004;

Arrête :

Article 1^{er}. Les règles d'amortissement sont les suivantes

Principes de base :

• Les règles d'évaluation sont présentées dans l'ordre de présentation du bilan en commençant par les comptes d'actifs suivi des comptes de passif.

• Les règles d'évaluation doivent être identiques d'un exercice à l'autre sauf si l'évolution du domaine d'activité ou des circonstances exceptionnelles interdisent la poursuite de leur application.

Le Conseil d'Administration peut toutefois arrêter des règles différentes compte tenu de certains aspects particuliers des activités gérées par l'ETNIC ou de circonstances particulières. Dans ce cas ces dérogations doivent figurer dans l'annexe aux comptes annuels et être valablement justifiées

1. PRINCIPE GENERAL POUR LES COMPTES D'ACTIF ET DE PASSIF

Le principe d'évaluation de base est celui de la valeur historique, soit la valeur d'acquisition (sous déduction éventuelle des amortissements et réductions de valeur pour les comptes d'actifs.)

2. FRAIS D'ETABLISSEMENT, ACTIFS IMMOBILISES

2.1 Frais d'établissement

Les frais d'établissement ne peuvent être réévalués.

Sauf les frais déterminés par le Conseil d'Administration, les frais d'établissement sont immédiatement pris en charge

2.2 Frais de restructuration

Le Conseil d'Administration décidera si des frais de restructuration doivent être portés à l'actif.

La justification de cette inscription doit être expliquée.

2.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations créées par l'ETNIC ne peuvent être portées à l'actif qu'en contrepartie des produits d'exploitation : « Production immobilisée »

Règles d'amortissements : Sauf décision contraire du Conseil d'Administration, l'amortissement se pratiquera selon la méthode linéaire.

Le Conseil d'Administration décide d'appliquer, sauf exception, les méthodes et les taux d'amortissements suivants :

2.31 Logiciels applicatifs

Les logiciels, d'une valeur supérieure à 600 EUROS (TVA incluse), qui sont utilisés de manière répétitive ou continue pendant plus d'un an, sont portés à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût direct de production lorsqu'ils sont réalisés par l'ETNIC.

Les logiciels sont amortis linéairement en trois ans à raison de 33 % l'an (avec une valeur résiduaire de 1 EUR)

Les coûts des extensions de ces logiciels ne sont normalement pas portés à l'actif du bilan au titre d'immobilisation, sauf si ces extensions sont importantes et développées comme un projet à part entière apportant une plus value significative à l'application initiale. Dans ce cas les mêmes règles d'évaluation et d'amortissement sont d'application.

2.32 Logiciels bureautiques

Les logiciels bureautiques sont portés à l'actif du bilan pour leur valeur d'acquisition et amortis linéairement à raison de 33 % l'an (avec une valeur résiduaire de 1 EUR). Les coûts de maintenance de ces logiciels ne sont pas considérés comme une immobilisation

2.33 Bases de données

Les bases de données, à l'exclusion des bases de données à l'usage interne d'ETNIC, sont portées à l'actif du bilan et amorties linéairement selon les mêmes règles que les logiciels. Les coûts de maintenance de ces bases de données ne sont pas considérés comme une immobilisation

2.34 Logiciels systèmes

Les logiciels permettant la gestion aisée des serveurs et de tous les services associés à l'usage interne d'ETNIC même si certains éléments sont installés sur les postes de travail, sont portés à l'actif du bilan et amortis selon les mêmes règles que les logiciels applicatifs. Les coûts de maintenance de ces logiciels ne sont pas considérés comme une immobilisation.

2.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition déduction faite des amortissements y afférents.

La valeur d'acquisition comprend, en plus du prix d'achat, les frais accessoires tels que frais de livraison et d'installation, droits d'enregistrement, TVA, etc...

Règles d'amortissements : Sauf décision contraire du Conseil d'Administration, l'amortissement se pratiquera selon la méthode linéaire.

Le Conseil d'Administration décide d'appliquer, sauf exception, les méthodes et les taux d'amortissements suivants pour le matériel mis ou non en service :

2.41 Installations d'exploitation et machines d'exploitation

1. Installations d'exploitation

Les installations (air conditionné, alimentation électrique, protection d'accès, faux plancher, câblage et éléments passif du réseau...) sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition et sont amorties linéairement à raison de 10 % l'an (avec une valeur résiduaire de 1 EUR)

2. Machines d'exploitation

Les machines d'exploitation (ordinateurs serveurs, imprimantes rapides, machines de finition, éléments actifs du réseau...) généralement installés dans le centre de traitement sont portées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition et sont amorties linéairement à raison de 10 % l'an pour les installations d'exploitation et de 20 % l'an pour les machines d'exploitation (avec une valeur résiduaire de 1 EUR).

Remarque : Les équipements de première monte et le matériel de réserve destiné à assurer la continuité du service sont immobilisés et amortis avec l'équipement principal auquel il sont attachés.

2.42 Matériel roulant

Le matériel roulant est porté à l'actif du bilan à sa valeur d'acquisition et est amorti à raison de 20 % l'an (avec une valeur résiduaire de 1 EUR)

2.43 Matériel informatique et télématique

Le matériel informatique et télématique (postes de travail, imprimantes locales,...), d'une valeur supérieure à 600 EUR (TVA incluse), est porté à l'actif du bilan à sa valeur d'acquisition et amorti linéairement à raison de 33.33 % l'an (avec une valeur résiduaire de 1 EUR)

2.44 Mobilier, matériel et machines de bureau

Le mobilier, le matériel et les machines de bureau, d'une valeur supérieure à 600 EUR (TVA incluse), sont portés à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition et amortis linéairement à raison de 10 % l'an pour le mobilier et matériel de bureau et de 20 % l'an pour les machines de bureau (avec une valeur résiduaire de 1 EUR)

2.45 Début de l'amortissement

Les actifs mobiliers sont amortis linéairement pour une année complète dès la première année.

2.46 Immobilisations corporelles détenues en location financement

Les immobilisations corporelles détenues en location financement sont valorisées à l'actif de la même façon que les actifs similaires acquis sans location financement.

N.B. :

1. La fixation d'une valeur résiduaire à 1 Euro implique qu'une autorisation expresse (p.ex autorisation de déclassement, constatation de destruction ou de vol) doit avoir été approuvée par la personne qui a autorité en la matière préalablement à tout retrait de l'inventaire.

2. Les immobilisations corporelles pourront faire l'objet d'amortissements complémentaires ou exceptionnels, lorsqu'en raison de leur altération ou de modification de circonstances économiques ou technologiques, leur valeur comptable dépasse leur valeur d'utilisation par l'ETNIC

3. La valorisation initiale du parc de matériel bureautique repris par l'ETNIC est basée pour :

3.1 le Ministère de la Communauté française : sur la liste des matériels recensés dans l'application de support aux utilisateurs. Pour le matériel non repris dans cette application, la valorisation est basée sur la valeur d'achat de chaque appareil tel qu'amortie selon les règles en vigueur au sein d'ETNIC avec une valeur résiduaire de 1 euro.

3.2 pour les organismes d'intérêt public, les cabinets ministériels et pour le service d'appui aux cabinets ministériels : sur la valeur d'achat de chaque appareil tel qu'amortie selon les règles en vigueur au sein d'ETNIC avec une valeur résiduaire de 1 euro.

2.4.7 Procédure de déclassement

Lorsque des articles ont disparu ou sont devenus inutilisables pour cause d'obsolescence ou de détérioration, le responsable doit rédiger et faire approuver un bon de déclassement.

Lorsque le bon de déclassement est approuvé, les articles concernés sont sortis de l'inventaire dans les meilleurs délais.

Ont compétence pour autoriser le déclassement :

1° L'administrateur général pour les biens dont la valeur unitaire n'excède pas 2.500 € ou les groupes de bien d'un même type dont la valeur bilantaire nette n'excède pas 12.500 €.

2° Le bureau pour les biens dont la valeur unitaire excède 2.500 € ou les groupes de bien d'un même type dont la valeur bilantaire nette excède 12.500 €.

La valeur bilantaire nette à prendre en considération est la valeur d'acquisition diminuée des amortissements et réductions de valeur et majorée des réévaluations éventuelles.

L'organe qui a autorité pour sortir les immobilisations de l'inventaire décide de leur destination après le déclassement.

Lorsque le bien sorti d'inventaire a encore une valeur de revente appréciable, la préférence est donnée à la vente après appel à la concurrence. Sinon, l'organe compétent choisit soit de vendre le bien, soit de le donner à une institution extérieure, un droit de priorité étant accordé à la Communauté Française. Si le bien déclassé est inutilisable ou ne trouve pas d'acquéreur, il est détruit et évacué.

Lorsque la liquidation se concrétise par une vente celle-ci apparaît au compte de résultat. Le Conseil d'administration peut décider de la réaffectation éventuelle de cette recette.

Lors de la revente d'un bien immobilisé, un amortissement sera réalisé durant l'année de la revente sur une base proportionnelle (*prorata temporis*) soit sur la période du début de l'exercice à la revente.

3. Créances à plus d'un an, Stocks, Créances à un an au plus

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

Des réductions de valeurs pourront être actées sur proposition du Responsable Financier et décision du Conseil d'Administration.

Les produits consommables ne sont en principe pas portés à l'actif et sont considérés comme charges de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis. Toutefois le conseil d'administration peut décider de procéder à la valorisation de certains éléments de stock dont la valeur et les fluctuations peuvent avoir un impact significatif.

Les projets en cours de réalisation sont valorisés à leur prix de revient calculé par la méthode des coûts directs.

Les cautions versées et reçues figurent au bilan telles quelles à leur valeur nominale.

4. Comptes de régularisation.

Pour des montants supérieurs à 1.250,00 EUROS seront inscrits au bilan, à l'actif, les charges à reporter et les produits courus mais non échus et, au passif, les produits à reporter et les charges courues mais non échues

5. Provisions pour risques et charges

Ces provisions ont pour but de couvrir des pertes et des charges nettement définies quant à leur nature, mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant.

Il sera tenu compte de tous les risques prévisibles, pertes éventuelles, réductions de valeur et dépréciations, qui sont nés au cours de l'exercice ou d'exercices antérieurs, même s'ils ne sont connus qu'entre la date de clôture des comptes et la date à laquelle les comptes sont arrêtés par le Conseil d'Administration.

Au cas où, à défaut de critères objectifs d'appréciation, l'estimation de ces risques prévisibles est aléatoire, il en est fait mention dans l'annexe, si les montants sont importants.

6. Opérations en monnaies étrangères.

Les opérations en monnaie étrangère sont comptabilisées pour leur contre valeur en Euros au cours du mois de l'opération. La valeur portée au bilan des dettes ou créances en monnaies étrangères sont valorisées au cours moyen du marché des monnaies du dernier mois de l'exercice.

Art. 2. Plan comptable de l'entreprise :

0	Droits et engagements hors bilan (DEHB)
03	DEHB D&E ETNIC garantis par des tiers
08	Encours des engagements budgétaires
080	Encours des engagements budgétaires
1	ACTIFS NETS
10	ACTIF NET OU AVOIR SOCIAL - PASSIF NET
101	ACTIF NET OU AVOIR SOCIAL
108	PASSIF NET-
1400	RESULTAT EXERCICE
15	PROVISIONS POUR CHARGES A VENIR
2	ACTIFS IMMOBILISES
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
202	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
2022	LOGICIELS
2023	BASES DE DONNEES

23	INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGES
230	INSTALLATIONS D'EXPLOITATION
231	MACHINES D'EXPLOITATION
24	MOBILIER ET MATERIEL
240	MATERIEL ROULANT
243	MATERIEL INFORMATIQUE / TELEMATIQUE
244	MOBILIER, MATERIEL DE BUREAU
25	IMMOBILIS. CORP DETENUES EN LOC-FIN
253	MOBILIER ET MATERIEL EN L.F.
27	IMMOBILISATIONS FINANCIERES
28	CREANCES A PLUS D'UN AN
3	STOCKS
320	PROJETS EN COURS
340	STOCKS MARCHANDISES
4	CREANCES ET DETTES A UN AN AU PLUS
40	CREANCES TIERS NON SOUSMIS PCG
42	CREANCES TIERS SOUMIS PCG
420	CREANCES SUITE LIVRAISON BIENS ET SERV. TIERS PCG
421	CREANCES LIVRAISON B&S TIERS PCG AUTRES GROUP INST
43	Créan.à+1an :1/3 soumis éch. Ds l'année
44	DETTE TIERS NON SOUMIS PCG
440	DETTE TIERS POUR ACHATS B&s NON SOUMIS PCG
441	DETTE FISCALES TIERS NON SOUMIS PCG
442	AUTRES DETTE FISCALES
444	DETTE MATIERES REMUNERATIONS
445	AUTRES DETTE A UN AN AU PLUS
49	COMPTES DE REGULARIS. ET ATTENTE ACTIF ET PASSIF
494	CHARGES A REPORTER
495	PRODUITS A IMPUTER A L'EXERCICE
496	CHARGES A IMPUTER A L'EXERCICE
497	PRODUITS A REPORTER
498	COMPTE ATTENTE DEBITEURS
499	COMPTE ATTENTE CREDITEURS
5	PLACEMENTS A COURT TERME ET DISPONIBLE
55	COMPTES A VUE, CAISSES
552	COMPTES A VUE EUROS / ETABL CREDIT
6	CHARGES
60	APPROVISIONNEMENTS POUR PRESTATIONS
601	A.F.P.M. POUR PRESTATIONS
6010	A.F.P.M.INFORMATIQUE
6011	ACHATS LOGICIELS
6019	ACHATS FOURNITURES DIVERSES(pr prestations)
602	ACHATS SERVICES TRAVAUX ET ETUDES
6020	LOCATIONS DE MATERIELS
6021	LOCATIONS DE LOGICIELS
6022	MAINTENANCE DE MATERIELS
6023	MAINTENANCE DE LOGICIELS
6024	SOUS-TRAITANCES
6025	SERVICES TELECOMMUNICATIONS
6029	ACHATS AUTRES SERVICES

603	ACHATS MARCHANDISES POUR PRESTATIONS
6030	Achats de marchandises pour prestations
61	AUTRES UTIL. DE BIENS DE CONSOMMATION ET DE SERV.
610	INDEMNITES HONORAIRES ET REMBOURS CHARGES
611	REMOURS. FRAIS INDIVIDUELS / FRAIS DIVERS GESTION
612	FRAIS COURANTS DE LOCAUX
613	FRAIS COURANTS BUREAU/ FRAIS ADMIN. FINANCIERS
614	CONSOMMATIONS ENERGETIQUES
615	FRAIS SPECIFIQUES GESTION INFORMATIQUE
616	FRAIS FONCT. MATERIEL AUTRE QUE BUREAU
619	PRECOMPTES IMMOBILIERS / TAXES DIVERSES
62	REMUNERATION DU PERSONNEL
621	SALAIRES/ TRAITEMENTS/ AUTRES REMUNERATIONS
622	REMUNERATIONS EN NATURE
623	COTISATIONS SOCIALES EMPLOYEUR
624	COTISATIONS EMPLOYEUR AUTRES ORGANISMES
63	AMORTISSEMENTS
6310	AMORT. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
634	AMORT. INSTALLATIONS/MACHINES/OUTILLAGE EXPL.
635	AMORTISSEMENTS SUR MOBILIER ET MATERIEL
636	AMORTISSEMENT SUR IMMOB. EN LOCATION FINANCEMENT
65	INTERETS ET AUTRES CHARGES FINANCIERES
655	INTERETS DETTES LOCATION FINANCEMENT
6560	Autres intérêts et charges assimilables
659	IMPOTS SUR LES REVENUS MOBILIERS
69	PERTES EN CAPITAL SUR ACTIFS ET PASSIFS
690	PERTES EN CAPITAL LORS DE VENTES ET CESSIONS
691	DESTRUCTIONS, DETOURNEMENTS ET VOLS
694	MOINS VALUES REEVALUATION IMMOBILISATIONS
699	DOTATIONS RESERVES PROPRES
7	PRODUITS
70	Vent. Biens réalisés par ETNIC, sec main, autoprod.
700	Ventes de biens réalisés par ETNIC
716	AUTRES RECUPERATIONS DE CHARGES
717	PRESTATIONS DE SERVICES
75	INTERETS ET AUTRES REVENUS FINANCIERS COURANTS
754	INTERETS SUR COMPTES BANCAIRES
764	TRANSFERTS DE REVENUS
780	TRANSFERTS EN CAPITAL
79	GAINS EN CAPITAL SUR ACTIFS ET PASSIFS
790	Gains en K réali.s/vent.&ces. Onéreus.d'immos I&C
799	Rep.s/prov.pr risques & charges à venir

85	DEPENSES BUDGETAIRES
851	Sommes dues aux pers. attachées à l'ETNIC
8511	Personnel
8512	Rétributions autres que celles du personnel
8513	Frais de représentation et de déplacement
852	Sommes dues à des tiers pour prest., fourn., servic
8521	Locaux et matériels
8522	Frais de bureau
8523	Publication et publicité
8526	Autres prestations et travaux par tiers
8527	Impôts et taxes
853	Sommes dues à 1/3 par suite de l'ex. de sa mission
8531	Stock et approvisionnement
8532	Intervention à fonds perdu en faveur de 1/3
8533	Dépenses particulières
8534	Ristournes et non-valeurs
8535	Charges financières et statutaires
8536	Services rendus à la Communauté Française
8537	Services rendus aux OIP de la Communauté Française
854	Dépenses sur ressources avec affectation spéciale
855	Sommes dues à des tiers pr achats de biens patrim.
856	Sommes dues à des 1/3 par suite d'opérations fin.
857	Affectation du boni
858	Remboursement du capital
94	RECETTES BUDGETAIRES
941	Produits résultant de l'ex. de la mission statut.
942	Recettes avec affectation spéciale
943	Produits de la vente d'objets patrimoniaux
944	Recettes financières patrimoniales
945	Intervention du secteur public
9450	Intervention du secteur public

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le premier janvier 2003.

Art. 4. Le Ministre de la Fonction publique, en charge de l'Informatique administrative est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 mai 2004.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique,
de la Jeunesse et des Sports, en charge de l'Informatique administrative

C. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2629

[2004/201851]

5 MEI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van het boekhoudplan, de waarderings- en afschrijvingsregels van het Etnic

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 16 maart 1954 in verband met de controle van bepaalde instellingen van openbaar nut;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende oprichting van het ETNIC, l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (overheidsbedrijf voor nieuwe informatie- en communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap);

Gelet op het decreet van 9 januari 2003 in verband met de transparantie, de autonomie en de controle van de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op de beraadslaging van de raad van bestuur van het Etnic van 28 april 2003;

Gelet op het advies van de minister van Begroting op 04 mei 2004;

Op voorstel van de Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport, die belast is met de administratieve informatica;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 5 mei 2004,

Besluit :

Artikel 1. De afschrijvingsregels zijn de volgende :

Basisprincipes :

- De waarderingsregels worden voorgesteld in de presentatievolgorde van de balans, waarbij begonnen wordt met de activarekeningen, gevolgd door de passivarekeningen.

- De waarderingsregels moeten van het ene boekjaar tot het andere dezelfde zijn, tenzij de ontwikkeling van het werkdomein of uitzonderlijke omstandigheden verhinderen dat ze nog verder toegepast worden.

De Raad van bestuur kan echter verschillende regels bepalen, rekening houdend met bepaalde bijzondere aspecten van de door het ETNIC beheerde activiteiten of met bijzondere omstandigheden. In dat geval moeten deze afwijkingen vermeld worden in de bijlage bij de jaarrekening en naar behoren gewettigd worden.

1. ALGEMEEN PRINCIPE VOOR DE ACTIVA- EN PASSIVAREKENINGEN

Het basiswaarderingsprincipe is dat van de historische waarde, ofwel de aanschaffingswaarde (met een eventuele aftrek van de afschrijvingen en waardeverminderingen voor de activarekeningen).

2. OPRICHTINGSKOSTEN, VASTE ACTIVA**2.1 Oprichtingskosten**

De oprichtingskosten kunnen niet geherwaardeerd worden.

Behoudens de door de Raad van Bestuur bepaalde kosten worden de oprichtingskosten onmiddellijk ten laste genomen.

2.2 Herstructureringskosten

De Raad van Bestuur zal beslissen of de herstructureringskosten onder de activa opgenomen moeten worden.

De wettiging van deze inschrijving moet worden verklaard.

2.3 Immateriële vaste activa

De door het ETNIC gecreëerde immateriële vaste activa kunnen slechts als tegenprestatie voor de bedrijfsopbrengsten opgenomen worden onder de activa : "Geproduceerde vaste activa".

Afschrijvingsregels : behoudens andersluidende beslissing van de Raad van Bestuur zal de afschrijving gewoonlijk volgens de lineaire methode gebeuren.

De Raad van Bestuur beslist om de volgende methodes en afschrijvingscijfers toe te passen, behoudens uitzonderingen :

2.31 Toepassingssoftware

De softwareprogramma's, met een waarde van meer dan 600 euro (inclusief BTW), die herhaaldelijk of voortdurend gedurende meer dan een jaar gebruikt worden, worden opgenomen onder de activa van de balans tegen hun aanschaffingswaarde, of tegen hun directe productiekosten wanneer ze door het ETNIC gerealiseerd werden.

De softwareprogramma's worden lineair afgeschreven over een periode van drie jaar, op basis van 33 % per jaar (met een residuaire waarde van 1 EUR).

De kosten om die softwareprogramma's uit te breiden, worden gewoonlijk niet opgenomen onder de activa van de balans als vaste activa, tenzij die uitbreidingen aanzienlijk zijn en ontwikkeld werden als een volwaardig project dat de oorspronkelijke toepassing een aanzienlijke meerwaarde bezorgt. In dat geval zijn dezelfde waarderings- en afschrijvingsregels van toepassing.

2.32 Buroticasoftware

De buroticasoftware wordt opgenomen onder de activa van de balans tegen de aanschaffingswaarde ervan en lineair afgeschreven op basis van 33 % per jaar (met een residuaire waarde van 1 EUR). De onderhoudskosten van deze softwareprogramma's worden niet als vaste activa beschouwd.

2.33 Databanken

Behalve die voor intern gebruik van ETNIC worden de databanken opgenomen onder de activa van de balans en lineair afgeschreven volgens dezelfde regels als die van de softwareprogramma's. De onderhoudskosten van deze databanken worden niet als vaste activa beschouwd.

2.34 Systeemsoftware

De softwareprogramma's die het vlotte beheer mogelijk maken van de servers en van alle diensten in verband met het interne gebruik van ETNIC, worden opgenomen onder de activa van de balans en afgeschreven volgens dezelfde regels als die van de toepassingssoftware, zelfs als bepaalde elementen op de werkstations geïnstalleerd zijn. De onderhoudskosten van deze softwareprogramma's worden niet als vaste activa beschouwd.

2.4 Materiële vaste activa

De materiële vaste activa worden gewaardeerd tegen de aanschaffingswaarde ervan, met aftrek van de afschrijvingen die er betrekking op hebben.

De aanschaffingswaarde omvat naast de aankoopprijs de bijkomende kosten zoals leverings- en installatiekosten, registratierechten, BTW, enz.

Afschrijvingsregels : behoudens andersluidende beslissing van de Raad van Bestuur zal de afschrijving gewoonlijk volgens de lineaire methode gebeuren.

De Raad van Bestuur beslist om voor het al dan niet in gebruik gestelde materiaal de volgende methodes en afschrijvingscijfers toe te passen, behoudens uitzonderingen :

2.41 Bedrijfsinstallaties en bedrijfsmachines

1. Bedrijfsinstallaties

De installaties (airconditioning, elektrische voeding, toegangsbescherming, verhoogde vloer, bekabeling en passieve netwerkelementen...) worden opgenomen onder de activa van de balans tegen de aanschaffingswaarde ervan en worden lineair afgeschreven op basis van 10 % per jaar (met een residuaire waarde van 1 EUR).

2. Bedrijfsmachines

De bedrijfsmachines (computers, servers, snelle printers, afwerkingsmachines, actieve netwerkelementen...) die gewoonlijk geïnstalleerd worden in het verwerkingscentrum, worden opgenomen onder de activa van de balans tegen de aanschaffingswaarde ervan en worden lineair afgeschreven op basis van 10 % per jaar voor de bedrijfsinstallaties en 20 % per jaar voor de bedrijfsmachines (met een residuaire waarde van 1 EUR).

Opmerking : de voorzieningen van eerste montage en het reservemateriaal om de continuïteit van de werking te garanderen, worden vast geplaatst en afgeschreven met de hoofdoorziening waaraan ze bevestigd zijn.

2.42 Rollend materieel

Het rollend materieel wordt opgenomen onder de activa van de balans tegen de aanschaffingswaarde ervan en afgeschreven op basis van 20 % per jaar (met een residuaire waarde van 1 EUR).

2.43 Computer- en telematicamateriaal

Het computer- en telematicamateriaal (werkstations, lokale printers, ...), met een waarde van meer dan 600 EUR (inclusief BTW), wordt opgenomen onder de activa van de balans tegen de aanschaffingswaarde ervan en lineair afgeschreven op basis van 33,33 % per jaar (met een residuaire waarde van 1 EUR).

2.44 Kantoormeubilair, -materiaal en -machines

Het kantoormeubilair en -materiaal en de kantoor machines, met een waarde van meer dan 600 EUR (inclusief BTW), worden opgenomen onder de activa van de balans tegen de aanschaffingswaarde ervan en lineair afgeschreven op basis van 10 % per jaar voor het kantoormeubilair en -materiaal en 20 % per jaar voor de kantoor machines (met een residuaire waarde van 1 EUR).

2.45 Aanvang van de afschrijving

De roerende activa worden lineair afgeschreven voor een volledig jaar, vanaf het eerste jaar.

2.46 Materiële vaste activa in leasing

De materiële vaste activa in leasing worden op dezelfde manier onder de activa gewaardeerd als de soortgelijke activa die niet geleast worden.

NB :

1. De bepaling van een residuaire waarde op 1 euro betekent dat de uitdrukkelijke toestemming (bv. toestemming tot declassering, vaststelling van vernieling of diefstal) gegeven moet worden door de persoon met bevoegdheid ter zake, vóór een eventuele verwijdering uit de lijst.
2. De materiële vaste activa zullen het voorwerp kunnen zijn van aanvullende of uitzonderlijke afschrijvingen, wanneer de boekwaarde ervan de waarde van het gebruik door het ETNIC overschrijdt, wegens de kwaliteitsvermindering ervan of wegens de wijziging van economische of technologische omstandigheden.
3. De aanvankelijke waardering van het door het ETNIC overgenomen buretomateriaal is op het volgende gebaseerd voor :

3.1 het ministerie van de Franse Gemeenschap : op de lijst met geïnventariseerde materialen in de ondersteunende toepassing voor de gebruikers. Voor het niet in deze toepassing opgenomen materiaal is de waardering gebaseerd op de aankoopwaarde van ieder toestel, zoals die afgeschreven werd volgens de geldende regels binnen het ETNIC met een residuaire waarde van 1 euro.

3.2 de instellingen van openbaar nut, de ministeriële kabinetten en voor de ondersteuningsdienst van de ministeriële kabinetten : op de aankoopwaarde van ieder toestel, zoals het afgeschreven werd volgens de geldende regels binnen het ETNIC met een residuaire waarde van 1 euro.

2.4.7 Declasseringsprocedure

Wanneer artikelen verdwenen zijn of niet langer bruikbaar zijn wegens economische veroudering of beschadiging, moet de verantwoordelijke persoon een declasseringsbon opstellen en laten goedkeuren.

Zodra de declasseringsbon goedgekeurd wordt, worden de betreffende artikelen zo snel mogelijk uit de lijst gehaald.

De volgende personen beschikken over de bevoegdheid om toestemming te geven voor declassering :

1° De administrateur-generaal voor de goederen waarvan de eenheidswaarde niet meer dan 2.500 € bedraagt, of voor de groepen van goederen van een zelfde type waarvan de nettobalanswaarde niet meer bedraagt dan 12.500 €.

2° Het bureau voor de goederen waarvan de eenheidswaarde meer dan 2.500 € bedraagt, of voor de groepen van goederen van een zelfde type waarvan de nettobalanswaarde meer bedraagt dan 12.500 €.

De in aanmerking te nemen nettobalanswaarde is de aanschaffingswaarde, verminderd met de afschrijvingen en waardeverminderingen, en vermeerderd met de eventuele herwaarderingen.

De instelling die over de bevoegdheid beschikt om de vaste activa uit de lijst te verwijderen, beslist over de bestemming ervan na de declassering.

Wanneer het uit de lijst verwijderde goed nog een behoorlijke doorverkoopwaarde heeft, wordt de voorkeur gegeven aan de verkoop, na de concurrentie gespeeld te laten hebben. Anders kiest de bevoegde instelling ervoor om ofwel het goed te verkopen ofwel het aan een externe instelling te geven, waarbij een voorrangrecht toegekend wordt aan de Franse Gemeenschap. Is het gedeclasseerde goed onbruikbaar of vindt het geen koper, dan wordt het vernietigd en weggeruimd.

Gebeurt de opruiming door middel van een verkoop, dan verschijnt die op de winst-en-verliesrekening. De Raad van Bestuur kan beslissen over de eventuele herbestemming van deze inkomsten.

Wanneer een vast geplaatst goed doorverkocht wordt, zal een afschrijving gerealiseerd worden tijdens het jaar van de doorverkoop op proportionele basis (prorata temporis), ofwel voor de periode van het begin van het boekjaar tot de doorverkoop.

3. Vorderingen op meer dan één jaar, voorraden, vorderingen op ten hoogste één jaar

De vorderingen worden gewaardeerd tegen de nominale waarde ervan.

Er zullen waardeverminderingen geboekt kunnen worden op voorstel van het Financieel Hoofd en als de Raad van Bestuur dat beslist.

De verbruiksproducten worden in principe niet onder de activa opgenomen en worden beschouwd als kosten van het boekjaar waarin ze aangeschaft werden. Toch kan de raad van bestuur beslissen om sommige voorraadelementen te waarderen, waarvan de waarde en de schommelingen een aanzienlijke impact kunnen hebben.

De projecten waarvan de realisatie aan de gang is, worden gewaardeerd tegen de kostprijs ervan die berekend wordt aan de hand van de methode van de directe kosten.

De betaalde en ontvangen waarborgen staan op de balans als dusdanig tegen de nominale waarde ervan.

4. Overlopende rekeningen.

Voor bedragen van meer dan 1.250,00 EURO zal het volgende in de balans opgenomen worden : onder de activa de over te dragen lasten en de gelopen maar niet vervallen opbrengsten, en onder de passiva de over te dragen opbrengsten en de gelopen maar niet vervallen kosten.

5. Voorzieningen voor risico's en kosten

De bedoeling van deze voorzieningen bestaat erin om verliezen en kosten te dekken waarvan de aard duidelijk beschreven is, en die op de dag van de afsluiting van het boekjaar wel waarschijnlijk of zeker zijn, maar waarvan het bedrag onbepaald is.

Er zal rekening gehouden worden met alle voorzienbare risico's, eventuele verliezen, waardeverminderingen en afschrijvingen die ontstaan zijn in de loop van het boekjaar of vorige boekjaren, zelfs als ze maar gekend zijn tussen de balansdatum en de dag waarop de boekhouding vastgesteld wordt door de Raad van Bestuur.

Wanneer de schatting van deze voorzienbare risico's onzeker is door een gebrek aan objectieve beoordelingscriteria, wordt dat vermeld in de bijlage als het om grote bedragen gaat.

6. Verrichtingen in vreemde valuta's.

De verrichtingen in vreemde valuta's worden geboekt tegen de tegenwaarde ervan in euro, in de loop van de maand van de verrichting. De in de balans opgenomen waarde van de schulden of vorderingen in vreemde valuta's worden gewaardeerd tegen de gemiddelde koers van de valutamarkt van de laatste maand van het boekjaar.

Art. 2. Boekhoudplan van het bedrijf :

0	Rechten en verbintenissen buiten de balans (RVBB)
03	RVBB D&E ETNIC gegarandeerd door derden
08	Uitstaand bedrag van de budgettaire vastleggingen
080	Uitstaand bedrag van de budgettaire vastleggingen
1	NETTOACTIVA
10	NETTOACTIVA OF MAATSCHAPP. VERM. — NETTOPASSIVA
101	NETTOACTIVA OF MAATSCHAPPELIJK VERMOGEN
108	NETTOPASSIVA-
1400	RESULTAAT BOEKJAAR
15	VOORZIENINGEN VOOR TOEKOMSTIGE KOSTEN
2	VASTE ACTIVA
20	IMMATERIELE VASTE ACTIVA
202	IMMATERIELE VASTE ACTIVA
2022	SOFTWARE
2023	DATABANKEN
23	INSTALLATIES, MACHINES EN MATERIEEL
230	BEDRIJFSINSTALLATIES
231	BEDRIJFSMACHINES

24	MEUBILAIR EN MATERIAAL
240	ROLLEND MATERIEEL
243	COMPUTER-/TELEMATICAMATERIAAL
244	KANTOORMEUBILAIR/-MATERIAAL
25	MATERIELE VASTE ACTIVA IN LEASING
253	MEUBILAIR EN MATERIAAL IN LEASING
27	FINANCIËLE VASTE ACTIVA
28	VORDERINGEN OP MEER DAN EEN JAAR
3	VOORRADEN
320	LOPENDE PROJECTEN
340	GOEDERENVOORRADEN
4	VORDERINGEN EN SCHULDEN OP TEN HOOGSTE EEN JAAR
40	VORDERINGEN DERDEN NIET ONDERWORPEN ABP
42	VORDERINGEN DERDEN ONDERWORPEN ABP
420	VORD. NA LEVERING GOED. EN DIENSTEN DERDEN ABP
421	VORD. LEVERING G&D DERDEN ABP ANDERE GROEP INST
43	Vorderingen op +1 jaar :1/3 onderworpen verv. tijdens het jaar
44	SCHULDEN DERDEN NIET ONDERWORPEN ABP
440	SCHULD. DERDEN VR AANKOPEN G&D NIET ONDERW. ABP
441	BELASTINGSSCHULDEN DERDEN NIET ONDERWORPEN ABP
442	ANDERE BELASTINGSSCHULDEN
444	MAT. SCHULDEN VERGOEDINGEN
445	ANDERE SCHULDEN OP TEN HOOGSTE EEN JAAR
49	OVERLOP. REK. EN WACHTREK. ACTIVA EN PASSIVA
494	OVER TE DRAGEN KOSTEN
495	BIJ HET BOEKJAAR ONDER TE BRENGEN OPBRENGSTEN
496	BIJ HET BOEKJAAR ONDER TE BRENGEN KOSTEN
497	OVER TE DRAGEN OPBRENGSTEN
498	WACHTREKENING DEBITEUREN
499	WACHTREKENING CREDITEUREN
5	KORTETERMIJNBELEGGINGEN EN BESCHIKBAAR
55	ZICHTREKENINGEN, FONDSSEN
552	ZICHTREKENINGEN EURO / KREDIETINST.
6	KOSTEN
60	VOORZIENINGEN VOOR PRESTATIES
601	AKM VOOR PRESTATIES
6010	COMPUTER-AKM
6011	SOFTWAREAANKOPEN
6019	AANKOPEN DIVERSE LEVERINGEN (voor prestaties)
602	AANKOPEN DIENST. WERKZAAMHEDEN EN ONDERZOEKEN
6020	MATERIAALHUUR
6021	SOFTWAREHUUR
6022	MATERIAALONDERHOUD
6023	SOFTWAREONDERHOUD
6024	UITBESTEDINGEN
6025	TELECOMMUNICATIEDIENSTEN
6029	AANKOPEN ANDERE DIENSTEN
603	AANKOPEN GOEDEREN VOOR PRESTATIES
6030	Aankopen goederen voor prestaties

61	ANDERE TOEP. VAN VERBRUIKSGOEDEREN EN DIENSTEN
610	TEGEMOETKOMING HONORARIA EN TERUGBET. KOSTEN
611	TERUGBET. INDIVID. KOSTEN / DIVERSE KOSTEN BEHEER
612	LOPENDE KOSTEN LOKALEN
613	LOPENDE KOSTEN KANTOOR/ FINANCIËLE ADMIN.-KOSTEN
614	ENERGIEVERBRUIK
615	SPECIFIEKE COMPUTERBEHEERSKOSTEN
616	FUNCT. KOSTEN MATER., BEHALVE KANTOORMATERIAAL
619	ONROERENDE VOORHEFFINGEN / DIVERSE BELASTINGEN
62	LOON VAN HET PERSONEEL
621	LONEN / SALARISSEN / ANDERE VERGOEDINGEN
622	VERGOEDINGEN IN NATURA
623	SOCIALE WERKGEVERSBIJDRAGEN
624	WERKGEVERSBIJDRAGEN ANDERE INSTELLINGEN
63	AFSCHRIJVINGEN
6310	AFSCHR. IMMATERIELE VASTE ACTIVA
634	AFSCHR. BEDRIJFSINSTALLATIES/-MACHINES/-MATERIEEL
635	AFSCHRIJVINGEN OP MEUBILAIR EN MATERIAAL
636	AFSCHRIJVING OP VASTE ACTIVA IN LEASING
65	INTERESTEN EN ANDERE FINANCIËLE LASTEN
655	INTERESTEN SCHULDEN LEASING
6560	Andere interesten en vergelijkbare kosten
659	BELASTINGEN OP DE ROERENDE INKOMSTEN
69	KAPITAALVERLIEZEN OP ACTIVA EN PASSIVA
690	KAPITAALVERLIEZEN BIJ VERKOPEN EN OVERDRACHTEN
691	VERNIELINGEN, VERDUISTERINGEN EN DIEFSTALLEN
694	WAARDEVERMIND. HERWAARDERING VASTE ACTIVA
699	TOEVOEGINGEN EIGEN RESERVES
7	OPBRENGSTEN
70	Verkoop goederen door ETNIC, tweedehands, autoprod.
700	Verkoop goederen door ETNIC
716	ANDERE KOSTENRECUPERATIE
717	DIENSTVERLENINGEN
75	INTERESTEN EN ANDERE LOPENDE FINANC. INKOMSTEN
754	INTERESTEN OP BANKREKENINGEN
764	INKOMSTENOVERDRACHTEN
780	KAPITAALOVERDRACHTEN
79	KAPITAALWINSTEN OP ACTIVA EN PASSIVA
790	Winst. in K op verk. & overdr. op kostb. wijze van I&M vaste activa
799	Vertegenw./voorz. vr toek. risico's & kosten
85	BUDGETTAIRE UITGAVEN
851	Bedragen verschuldigd aan pers. verbonden met het ETNIC
8511	Personeel
8512	Andere betalingen dan die aan het personeel
8513	Vertegenwoordigings- en verplaatsingskosten
852	Bedragen verschuldigd aan derden voor prest., lever., diensten
8521	Lokalen en materiaal
8522	Kantoorkosten
8523	Publicatie en reclame
8526	Andere prestaties en werkzaamheden door derden
8527	Belastingen en heffingen

853	Bedragen verschuldigd aan 1/3 op het einde van zijn opdracht
8531	Voorraad en bevoorrading
8532	Niet-terugvorderbare tussenkomsten ten bate van 1/3
8533	Bijzondere uitgaven
8534	Ristorno's en kwade posten
8535	Financiële en statutaire lasten
8536	Diensten verleend aan de Franse Gemeenschap
8537	Diensten verleend aan de ION's van de Franse Gemeenschap
854	Uitgaven voor middelen met speciale bestemming
855	Bedragen verschuldigd aan derden vr aankopen van erfgoederen.
856	Bedragen verschuldigd aan 1/3 na fin. verrichtingen
857	Verdeling van de winst
858	Terugbetaling van het kapitaal
94	BUDGETTAIRE ONTVANGSTEN
941	Opbrengsten als gevolg van het einde van de statut. opdracht
942	Ontvangsten met speciale bestemming
943	Opbrengsten van de verkoop van erfgoederen
944	Financiële patrimoniumontvangsten
945	Tussenkomst van de openbare sector
9450	Tussenkomst van de openbare sector

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003.

Art. 4. De minister van Ambtenarenzaken, die belast is met de bestuursinformatica, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 mei 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De minister van Cultuur, Ambtenarenzaken,
Jeugd zaken en Sport, die belast is met de Bestuursinformatica
C. DUPONT

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 2630

[2004/202172]

12 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2003 fixant les échelles de traitement du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités et faculté universitaire de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, notamment l'article 50, alinéa 3, modifié par les lois des 14 décembre 1960, 6 juillet 1964, 9 avril 1965, 27 juillet 1971, 2 août 1974, 21 juin 1985 et par le décret du 10 avril 1995;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté universitaire de l'Etat, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 janvier 1992, par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 16 décembre 1994 et 7 avril 1995 et par le décret du 22 octobre 2003;

Vu l'arrêté royal du 5 novembre 1971 fixant le statut pécuniaire du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat, modifié par le décret du 22 octobre 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2003 fixant les échelles de traitement du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités et faculté universitaire de la Communauté française;

Vu le Protocole de négociation du 12 mai 2004 du Comité de secteur IX;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 avril 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 mai 2004;